

La longue lutte des Mapuches

Le peuple mapuche est, depuis longtemps, en conflit avec l'Etat chilien. Cet affrontement connaît aujourd'hui un déploiement plus visible et plus violent, auquel l'Etat répond par les armes et l'arbitraire. Quelles sont les racines de la colère ? Et quels espoirs possibles ?

Angel SALDOMANDO, chercheur associé du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société de l'université du Québec à Montréal (Cirdis-Uqam) et membre de l'Observatoire de la démocratie et la gouvernance en Amérique centrale

Après l'arrivée des Espagnols au Chili au XVI^e siècle et le début de la colonisation de l'extrême Sud, les Mapuches, derniers « éléments » manquants de la conquête de l'Amérique latine, opposèrent une farouche résistance qui stoppa l'avancée coloniale. Ce peuple dominait un vaste territoire, occupant une bonne partie du Chili (Centre et Sud) et de l'Argentine. Organisés sur la base de tribus et de structures de coordination, ils avaient une forte identité – les puissants Incas avaient d'ailleurs déjà fait la difficile expérience de se confronter à ce peuple, dans leur expansion vers le Sud.

Les Espagnols guerroyèrent pendant un siècle contre les Mapuches, sans les vaincre. Epuisés, ils finirent par négocier au moyen d'un traité de paix en 1641, reconnaissant le peuple mapuche et son territoire, au sud du fleuve Bio-Bio. Celui-ci est alors devenu la frontière naturelle du gouvernement mapuche autonome. De fait, et c'est là un événement absolument inédit, les Mapuches sont devenus le premier peuple indépendant de l'Amérique conquise par l'Espagne, bien avant la création des Etats-nations sous la direction

des élites créoles formées à la rude école politique espagnole. Avec cet héritage et la formation de la nouvelle nation, le conflit était presque inévitable. Mais cette coexistence se maintint malgré tout jusqu'à 1825, lorsque l'Etat chilien, avec le traité de Tappihue, reconnut la frontière, non sans conflits, et de ce fait l'autonomie des Mapuches.

Les Mapuches relégués au folklore...

La consolidation de l'Etat chilien sur une base centraliste, oligarchique et autoritaire à partir de 1833 changea radicalement la relation. Une puissante armée, moderne, envahit le territoire mapuche, dans une campagne appelée « *pacification de l'Araucanie* », autour de l'année 1862. Elle s'est traduite par des massacres, des expulsions de Mapuches de leurs terres, et par une colonisation forcée. Au bout de cinquante-deux années d'existence du nouvel Etat chilien, les Mapuches furent décimés, et perdirent 90% de leurs territoires. Ils perdirent beaucoup plus que ce qu'ils avaient cédé après un siècle de résistance face aux Espagnols. Dès lors, ils furent effacés de l'histoire chilienne, et relégués au folklore et au temps passé de la colonisation espagnole.

Les Mapuches représentent quelque six cent mille personnes, soit 3,4% de la totalité de la population. Répartis sur leurs anciens territoires dans une mosaïque de communautés, ils sont implantés autour de grandes propriétés, comme celle de l'actuel président Sebastian Piñera (cent dix-huit mille hectares), et à la marge des grandes exploitations forestières⁽¹⁾. Jusqu'à aujourd'hui, et quels que soient la couleur politique ou le type de gouvernement (démocratique ou dictatorial), les Mapuches n'ont pu relever la tête ni obtenir un semblant de réparation, encore moins la reconnaissance de leurs droits. L'élite chilienne y était résolument réfractaire. Plus encore, un large consensus fondé sur l'ignorance et les préjugés y faisait écho dans la société.

En effet, pour la plupart des Chiliens, les Mapuches représentent un peuple primaire, qui a résisté vaillamment aux Espagnols. Ils sont ensuite devenus Chiliens au sein de la nouvelle nation, celle qui a émergé après la lutte pour l'indépendance, dès 1810 (l'indépendance ayant été signée en 1818). C'est l'histoire que l'on apprend dans les manuels scolaires, et qui a façonné des générations de Chiliens.

(1) www.elmostrador.cl/13/1/2013.

AU SOMMAIRE

➤ **Chili**
La longue lutte des Mapuches
Angel Saldomando **25**

➤ **Afrique**
Mali : aux origines de la crise
Catherine Choquet **28**

A ceci, il faut ajouter le maintien des idées discriminatoires et xénophobes envers les Indiens, dont les anciens colonisateurs se servaient pour justifier la civilisation et la modernité, et que la nouvelle élite en formation utilisa pour couvrir l'expansion de l'Etat sur le territoire de la nouvelle nation.

Pour les Mapuches, l'histoire est bien sûr tout autre (elle a même poussé certains, par le passé, à « chiliéniser » leurs noms à consonance trop indienne). Transmise, reconstruite, elle a été refoulée au plus profond de leur conscience, au point de devenir une forme de résistance cachée.

Quand le voile commence à tomber

La lente et modeste démocratisation du Chili à partir de 1988, après la dictature du général Pinochet, laissa en héritage un dispositif constitutionnel et politique très contraignant et répressif, un modèle économique ultra-libéral, et l'hégémonie de grands groupes monopolistiques. Le « miracle chilien » a souvent été cité comme exemple de réussite économique, basé sur son taux de croissance et la réduction de la pauvreté. La réalité est tout autre : il s'agit d'un modèle d'inégalité, de concentration des revenus et d'assistanat, doublé d'un insupportable taux d'endettement des familles. Le modèle chilien est aujourd'hui profondément lézardé, tous les sondages d'opinion le montrent, la classe politique est discréditée. Les conflits sociaux et territoriaux depuis 2010 montrent, pour leur part, une exaspération croissante de la population face aux inégalités, à la corruption, aux excès des entreprises, à la surexploitation des ressources naturelles... et au peu de droits laissés aux Chiliens.

Dans ce contexte, la lutte des Mapuches depuis les années 1990 a commencé à avoir une résonance inédite au sein de la population, elle s'est en quelque

Il s'agit de passer d'une société fondée sur le mythe d'une nation homogène, fondée sur un critère unique d'identité, la figure du Chilien, à une société ouverte basée sur la reconnaissance du multiculturalisme. Après un nouveau siècle de résistance, les Mapuches ne veulent plus se laisser enfermer dans le carcan communautaire.

sorte greffée sur le malaise social. Cela est le fruit d'un double processus. D'un côté, les pressions exercées en faveur de la démocratisation obligèrent l'Etat à créer des institutions nouvelles. Ainsi furent créés la Commission nationale indigène (Conadi) et le Fond de développement indigène (FDI). Quant aux organisations mapuche, elles menèrent en parallèle une stratégie de réorganisation du tissu communautaire, de récupération des terres, avec l'exigence d'application des conventions internationales qui reconnaissent le droit de consultation des organisations indigènes et le respect de leurs terres.

Violence du conflit et militarisation

Bien que les revendications de fond ne furent pas satisfaites, le problème mapuche s'inscrivit peu à peu dans la vie politique. Sur le terrain, les affrontements devinrent plus visibles et plus violents, entre grands propriétaires, entreprises et militants « nouvelle génération ». Les incendies de propriétés et des moyens de transport, les attaques armées et la répression policière avec son lot d'exactions, de tortures et de procès truqués conduisirent à la militarisation progressive de la région et du conflit. Les gouvernements, autant du centre-gauche que de droite, voulurent rétablir le consensus « chilien » et, face aux débordements, optèrent pour l'application de la loi anti-terroriste – loi liberticide héritée de la dictature et visant à criminaliser les conflits sociaux.

De jeunes militants furent assassinés au cours des opérations policières. Des dizaines de jeunes furent emprisonnés. Certains d'entre eux étaient mineurs, et furent jugés deux fois par des tribunaux civils et militaires, en violation du droit commun de la procédure. Ces jeunes sont devenus des symboles de la lutte, mais aussi de l'injustice. La plupart d'entre eux



© TODOS NUESTROS MUJERTOS

ont été finalement libérés, après démonstration que leurs procès étaient falsifiés, et suite à de longues grèves de la faim qui mirent leurs vies en péril. Le programme pichikeche⁽²⁾, après analyse de ces procès, conclut : « [...] Les procès resteront (pour les accusés) le cauchemar de leur vie, sans compter l'impact énorme qu'a la prison sur leurs familles et sur leurs projets de vie, tronqués. Les séquelles, que personne n'a pris en charge, sont à l'image de l'histoire



Les jeunes militants mapuche emprisonnés sont devenus des symboles de la lutte. Ci-contre, une veillée en leur soutien, en 2010.

des professionnels mapuche, ont été publiés et présentés officiellement à la présidence de la République. Autant d'actions politiques et symboliques qui montrent que les Mapuches ne sont plus seuls. Ce 24 janvier, un ensemble de personnalités européennes et latino-américaines ont exprimé leur accord pour former une Commission internationale d'observation des droits de l'Homme du peuple et de la nation mapuche. Le changement de ton est évident, et fait ainsi écho aux dernières prises de position de l'organisation indigène. Le 16 janvier dernier s'est réuni le Conseil de toutes les terres, sur la colline Ñielol, qui symbolise le lieu où, en 1881, les Mapuches purent la construction de la ville de Temuco, capitale de la région de l'Araucanie. Il s'agissait de discuter des propositions, préalable pour entamer le dialogue avec le gouvernement.

Pour une société nouvelle, plus ouverte

Ainsi, face à l'offensive médiatique et à la répression, les organisations mapuche cherchent à reprendre l'initiative, et à trouver une solution politique. Parmi les objectifs, celui de l'autodétermination est sans doute le plus partagé. Ce conflit soulève des questions complexes : il se joue tant la question du devenir de ce peuple que celle de la nature de l'Etat chilien. La tentative, faite par l'élite dirigeante, de réduire les revendications des Mapuches à une question communautaire, stratégie maintenue depuis deux cents ans, et qui a fait suite à l'indépendance, cède maintenant la place à la gestion d'une question plus large et plus complexe. Il s'agit de

passer d'une société fondée sur le mythe d'une nation homogène, fondée sur un critère unique d'identité, la figure du Chilien, à une société ouverte basée sur la reconnaissance du multiculturalisme. Après un nouveau siècle de résistance, les Mapuches ne veulent plus se laisser enfermer dans le carcan communautaire, ils veulent intégrer la dimension de « nation » ; pareillement, ils ne veulent plus subir la fragmentation des terres ; ils parlent de territoire indigène. Le peuple mapuche a finalement renoué – cette fois « à découvert » – avec la longue lutte qu'ils mènent contre l'Etat chilien, pour la reconnaissance de leurs droits.

L'histoire est donc à réécrire encore une fois. Le contexte international et national actuel est favorable à la reconnaissance des droits des Mapuches. Bien évidemment, il n'y a pas de solutions prêtes à l'emploi. Un élément rend les choses particulièrement difficiles : le territoire mapuche est aussi une vaste réserve naturelle, convoitée par des entreprises et des groupes économiques transnationaux, avec l'inévitable cortège des spéculateurs et complices locaux déjà installés sur place. Enjeux politiques et économiques se mêlent donc, et le résultat peut être assez explosif.

Trouver une solution au « problème » mapuche implique une profonde transformation de l'Etat et de la société chilienne. C'est pour cela aussi qu'une partie de cette société, désireuse de se libérer du carcan autoritaire laissé par la dictature, fait alliance avec les Mapuches. Tout recul de leur cause se ferait alors au prix d'un nouvelle vague autoritaire et centraliste.

En 2013, ce seront les élections présidentielles au Chili. Les Mapuches ne se font pas beaucoup d'illusions... Mais d'ores et déjà, ils participent à une future redéfinition de la société chilienne. ●

des persécutions et des violences imposées par l'Etat du Chili sur le peuple mapuche.»

La perspective d'une solution politique

Peu à peu les luttes des Mapuches ont été soutenues par des organisations de droits de l'Homme, par des mouvements sociaux et des associations d'académiciens. Tout récemment, deux manifestes, l'un signé par une centaine d'historiens⁽²⁾, l'autre par

(2) www.lanacion.cl/22/1/2103.

(3) www.lanacion.cl/22/1/2103.